



Bali : échec impossible, accord improbable

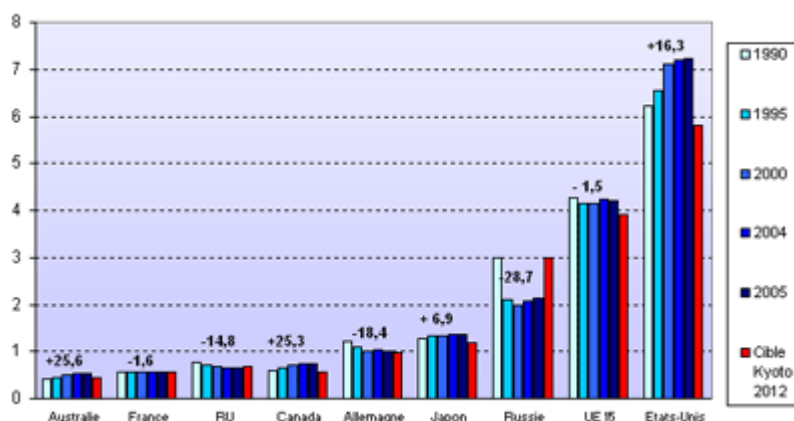
29 novembre 2007

La [Conférence de Bali](#) sur le changement climatique (3-14 décembre) s'ouvre dans un contexte historiquement favorable : le [rapport de synthèse](#) de la quatrième vague des travaux du GIEC, nobélisé en octobre, fait consensus alors que sa tonalité n'a jamais été aussi alarmante. La première phase d'engagement du Protocole de Kyoto, qu'il aura fallu près de huit années pour mettre en œuvre après sa signature en décembre 1997, couvre la période 2008-2012. C'est donc maintenant qu'il faut que les nations du monde s'entendent sur la meilleure marche à suivre pour lutter plus efficacement contre le changement climatique. Comme l'a souligné le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon à Valence lors de la présentation du rapport du GIEC : « les scientifiques parlent aujourd'hui clairement et d'une seule voix. A Bali, les responsables politiques doivent faire de même ». Il n'y a en effet quasiment plus aucun doute sur l'urgence d'agir et il apparaît hors de question que Bali se solde par un échec aussi lourd que Nairobi en novembre 2006. Mais il est en revanche, hélas, improbable que Bali accouche de la feuille de route de « l'après-Kyoto » (l'après 2012 en réalité).

Et pourtant. Selon les Nations Unies, la concentration de CO₂ dans l'atmosphère continue d'augmenter et a atteint en 2006 son plus haut niveau historique (381,2 ppm). Les émissions de gaz à effet de serre (GES) du fait de l'homme se sont accrues de 70% entre 1970 et 2004. Si rien n'était changé aux politiques actuelles, les émissions de GES continueraient de croître de 25% à 90% d'ici à 2030. Or, pour que le réchauffement planétaire soit limité entre 2 et 2,4 degrés (réchauffement considéré comme le moins dangereux pour l'humanité), il faudrait que les émissions soient réduites de 50% à 85% d'ici à 2050 par rapport à leur niveau de 2000. La Commission européenne estime pour sa part que les pays développés devront réduire leurs émissions de 20% en 2020 par rapport à leur niveau de 1990 pour pouvoir les réduire de 50% en 2050, et de 30% en 2020 pour les réduire de 75% en 2050 pour maintenir le réchauffement climatique respectivement à un niveau proche et inférieur à 2 degrés.

Or, le Protocole de Kyoto, qui ne contraint vraiment que les [41 pays signataires parties prenantes de « l'Annexe I »](#), montre des limites certaines. Le dernier inventaire rendu public il y a quelques jours par la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques dessine en effet trois tendances inquiétantes (graphique). D'abord, les deux pays signataires qui n'ont pas encore ratifié Kyoto (Australie et Etats-Unis) connaissent une progression spectaculaire de leurs émissions de GES. Ensuite, les pays qui ont ratifié le Protocole, mais n'ont pas entrepris d'efforts à la hauteur de l'objectif de réduction qui leur était assigné, voient leurs émissions croître dangereusement (Canada et Japon). Enfin, pour les pays les plus responsables, ceux de l'Union européenne, la réduction des émissions s'est quasiment interrompue depuis 2000, augmentant même pour l'UE 15 entre 2000 et 2005. Certes, pour les pays de « l'Annexe I » pris ensemble, les émissions de GES ont reculé de 2,8% depuis 1990. Mais ce sont les économies en transition (notamment la Russie) qui ont permis cette décroissance (-35,2%, à partir d'une situation environnementale dégradée) et non les pays les plus développés (+11%).

Emissions totales de gaz à effet de serre du fait de l'homme, en milliards de tonnes équivalent CO₂



Source : Nations Unies et calculs de l'auteur.

Il n'en découle pas qu'il faille abandonner tout accord contraignant, bien au contraire : il faut généraliser les mécanismes les plus innovants de Kyoto, qui ont prouvé leur efficacité dès lors qu'ils sont sous-tendus par un cadre institutionnel solide comme celui de l'Union européenne, qu'ils font l'objet d'une [évaluation](#) et de perfectionnements informés par l'expérience et qu'ils sont complétés par des [mécanismes nationaux notamment fiscaux](#).

Mais la première phase de Kyoto, qui prévoit une réduction globale de 5,2 % des émissions de GES en 2012 par rapport à leur niveau de 1990, est loin de l'ambition du GIEC qui envisage une réduction par 4 des émissions d'ici à 2050, et doit en effet être dépassée à Bali.

Selon Yvo de Boer, secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations Unies sur le climat, Bali sera une réussite si trois accords sont conclus : « une décision de lancer les négociations, un calendrier pour ces négociations et une date en 2009 pour conclure ». Même à cette triple condition un peu générale (on pourrait ajouter un accord sur les objectifs à atteindre et les moyens à déployer), le succès de Bali apparaît improbable. L'administration Bush, sous couvert de découvrir le problème du changement climatique qu'elle a si longtemps nié, s'est engagée depuis septembre dans un sabotage délibéré de la Convention-cadre des Nations Unies, dont les pays émergents sont tentés de prendre prétexte pour refuser tout nouvel accord contraignant. Après tout, selon le GIEC, les pays développés représentent 20 % de la population mondiale mais 46,5 % des émissions en 2004 ; et si les économies en développement représentaient 73 % de la croissance des émissions en 2004, elles ne comptent que pour 41 % des émissions dans le monde et seulement 23 % des émissions cumulées depuis le 18^{ème} siècle. Les pays en développement sont donc fondés à attribuer le gros de la catastrophe qui s'annonce aux pays développés. Mais la tendance s'inverse à grande vitesse : la pollution de CO₂ liée aux énergies fossiles de l'Inde est déjà supérieure à celle de l'Afrique, celle de la Russie est plus importante que celle du Moyen-Orient et celle de la Chine excède celle de l'Europe (tableau).

Emissions de CO₂ liées aux énergies fossiles, en % des émissions mondiales

Amérique du Nord	24,8
Amérique centrale et du Sud	3,9
Europe	16,6
Eurasie	9,1
Russie	6
Moyen-Orient	5,1
Afrique	3,7
Asie et Océanie	36,8
Chine	18,9
Inde	4,1

Source: Energy Information Administration et calculs de l'auteur.

Après avoir permis puis ignoré Kyoto, les Etats-Unis portent donc à présent la responsabilité majeure de l'échec ou du succès de Bali, car ils sont de fait le pivot entre pays émergents et pays développés. D'autant que l'Australie a changé de gouvernement et, partant, d'ambition en matière de politique climatique. Et que l'administration Bush ne peut plus s'abriter derrière un alibi « culturel » pour justifier sa dérobade : [720 villes des Etats-Unis](#) ont signé « l'accord de protection du climat » qui prévoit de réduire de 7% les émissions de GES d'ici 2012 (soit l'objectif assigné aux Etats-Unis par le Protocole de Kyoto) ; la Californie et dix autres Etats américains, dont le Massachusetts et le Nouveau Mexique, viennent pour leur part de s'engager dans le [premier forum international des marchés du carbone](#).

Oublier Bali et miser sur un changement d'administration à la Maison blanche reviendrait en fait à repousser les négociations sur l'après-2012 au début 2009. C'est tout simplement trop tard : à la 15^{ème} réunion de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, en décembre 2009 à Copenhague, il faudra conclure, parapher et non palabrer.

[Éloi Laurent](#)